

Combien de temps encore ces bateleurs de télévision que sont devenus certains responsables politiques feront-ils croire qu'il est possible de "sauver la Sécurité sociale" et de satisfaire tout le monde, sans choix explicites, sans réorganisations conséquentes, sans comptes à rendre ? Les non-dits, les mensonges s'empilent. Et les tours de passe-passe servent en fait de cache-misère au refus ou à l'incapacité de déterminer une politique de santé au service de la population.

ciations, les firmes restent libres de rançonner la Sécurité sociale.

Et les coxibs ? Les agences du médicament se sentent enfin obligées de reconnaître ce que la revue *Prescrire* et d'autres répètent depuis des années : en réalité, les coxibs n'apportent pas d'amélioration thérapeutique par rapport aux anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) plus anciens (lire pages 579 et 589). Alors, quand le prix remboursable des coxibs va-t-il descendre de ses sommets injustifiés, et être aligné, à la baisse, sur

É D I T O R I A L

Détermination

Les lobbies font les décisions. Parvenant presque, cet été, à ruiner une ébauche de politique de prévention nutritionnelle de l'obésité, en particulier le projet de supprimer les distributeurs de cochonneries sucrées-salées sous les préaux des écoles.

Combien d'étés de ce type faudra-t-il avant qu'il existe enfin, en France, une information pondérée et objective de la population, puis de vrais débats sur la santé, sur les dépenses de santé et sur la couverture sociale ? Sans campagne publicitaire corporatiste ni gouvernementale. Sans démagogie, d'où qu'elle vienne.

Ainsi, honte aux gouvernants successeurs pour la gabegie et l'hypocrisie collective concernant la "politique" extravagante des prix des médicaments à l'hôpital (lire pages 626-627) ! Sous couvert d'un nouveau type de pseudonégo-

celui des génériques des AINS plus anciens ?

On pourrait continuer ainsi longuement. Allez voir par exemple du côté des antihypertenseurs (pages 582-583 et 601-611). Comment se justifie l'absence de réajustement général des prix et de la prise en charge par la collectivité en fonction de la démonstration réelle de l'action préventive cardiovasculaire ?

En cette rentrée, il faut continuer à penser, à agir avec détermination pour assurer des soins de qualité, à un coût raisonnable et justifiable. Il faut continuer à faire pression sur les "décideurs". La force des soignants de bonne volonté consiste à s'en tenir à des données solides, et à expliquer sans cesse autour d'eux les raisons de leurs choix et de leurs actions.